

**J.-M. Vincent, J. Hirsch, M. Wirth,
E. Altvater, D. Yaffe**

L'Etat contemporain et le marxisme

Introduction, par J.-M. Vincent	7
Eléments pour une théorie matérialiste de l'Etat, par J. Hirsch	25
Contribution à la critique de la théorie du capita- lisme monopoliste d'Etat, par M. Wirth	95
Remarques sur quelques problèmes posés par l'in- terventionnisme étatique, par E. Altvater	135
La théorie marxiste de la crise, du capital et de l'Etat, par D. Yaffe	171

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé, V^e
PARIS
1975

Introduction

J.-M. Vincent

Il y a bientôt soixante ans Lénine déplorait, en écrivant L'Etat et la Révolution, que la théorie marxiste de l'Etat fût défigurée et déformée par la plupart des marxistes. Le diagnostic que l'on peut faire aujourd'hui n'est guère plus encourageant. Dans les courants dominants du marxisme occidental, c'est-à-dire pour l'essentiel les P.C., on a certes toujours emprunté des citations classiques pour dénoncer la bourgeoisie et son Etat de classe, mais, quand on procède à un examen plus attentif, on s'aperçoit vite que cet Etat de la bourgeoisie devient dans les déclarations programmatiques et dans les études les plus sérieuses un Etat au service des monopoles qu'il s'agit de mettre au service de la nation. Implicitement, les théoriciens des P.C. admettent ainsi que la nature de classe de l'Etat est due au personnel dirigeant bourgeois, aux serviteurs zélés d'une poignée de monopoleurs, et qu'il suffit de les remplacer pour couler un contenu nouveau dans les formes étatiques. Que les sceptiques réfléchissent à ces phrases tirées du récent Traité d'économie marxiste : « Mais la phase du capitalisme monopoliste d'Etat est aussi en rupture avec la précédente, en ce sens que l'Etat, bien qu'étant plus directement sous le contrôle des monopoles, voit son rôle s'accroître, car tel est objectivement le besoin et l'intérêt des grands groupes monopolistes : ce rôle s'exerce cependant selon des modalités particulières qui, à un moment donné, entrent en contradiction avec l'action propre des monopoles et nécessitent une transformation de la société et des rapports de production. Autrement dit, entre les monopoles et l'Etat, il n'y a ni fusion ni séparation, mais étroite interaction, chacun ayant, à la fois, un rôle propre et un même but : développer l'accumu-

lation du capital et la concentration, renforcer l'exploitation capitaliste et accroître le profit des groupes monopolistes. En dernière instance cependant, le rôle déterminant appartient aux monopoles¹. » Et plus loin : « Parce qu'elles sont publiques et sociales, les formes spécifiques du capitalisme monopoliste fournissent ainsi objectivement les conditions de la création des formes socialistes. Aussi la plupart d'entre elles, à condition que leur contenu soit transformé, peuvent-elles être mises au service de la classe ouvrière, qu'il s'agisse de la planification, du financement public, de l'orientation des investissements, etc. Pour leur donner un contenu antimonopoliste, l'Etat doit devenir le propre instrument de la classe ouvrière et des forces démocratiques et les secteurs clés de l'économie doivent être progressivement nationalisés². »

Derrière des formulations prudentes et embarrassées où l'on a soin de mentionner le pour et le contre afin d'apparaître orthodoxe, c'est toute une conception techniciste de l'Etat qui s'étale. Il n'est plus question de mettre en cause l'existence même de l'Etat, c'est-à-dire la séparation du pouvoir et de la grande masse des travailleurs ou encore tout l'appareil bureaucratique qui se charge du pseudo-intérêt général au-dessus de la tête des intéressés. Il s'agit, bien au contraire, de perfectionner l'Etat, de le rendre un peu moins oppressif pour la grande masse des citoyens, en un mot de le démocratiser dans sa composition et son fonctionnement. On assiste d'une part à une réhabilitation du parlementarisme, qu'il faut simplement adapter à notre temps, d'autre part, à une surestimation des capacités d'intervention rationnelle de l'Etat, un peu comme si les organismes de planification et de régulation économique planaient au-dessus des classes et des rapports de production. Kautsky, le vieil adversaire de Lénine, ne disait pas autre chose quand il affrontait la critique des communistes il y a une cinquantaine d'années. Toutefois, prenons-y garde, il ne suffit pas de s'indigner, il faut aussi comprendre le pourquoi de ces positions, le pourquoi de leur force sur beaucoup d'esprits. On peut, bien sûr, renvoyer à l'opportunisme et à l'alignement de la théorie sur cet opportunisme et penser que, de ce fait, elle n'a pas grande importance, tout au plus une valeur instrumentale. Mais les choses sont en fait plus compliquées :

1. P. BOCCARA et al., *Traité d'économie marxiste. Le Capitalisme monopoliste d'Etat*, Editions sociales, Paris, 1971, t. I, p. 25.

2. *Ibid.*, p. 97.

l'opportunisme des P.C. est un fait acquis depuis des années, et ces derniers doivent se justifier aux yeux des autres et à leurs propres yeux, non seulement dans l'instant, mais aussi tout au cours d'une période historique. Il leur faut en outre des instruments théoriques pour se retrouver dans la réalité sociale, l'analyser de façon complexe au-delà des seuls problèmes quotidiens. C'est pourquoi la position des P.C. sur l'Etat doit être vue sur l'arrière-fond de la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.) qui, depuis quelques années, est arrivée à un assez grand degré d'élaboration (particulièrement en France). Dans sa variante française, cette théorie part des conceptions de Marx sur la suraccumulation de capital consécutive à la baisse du taux de profit en leur donnant une signification qu'elles n'avaient pas à l'origine. Marx entendait montrer que les crises périodiques se manifestent par une surproduction de capital, dans la mesure où le capital additionnel, qui n'est pas encore transformé en capital industriel dans cette phase du cycle, n'arrive plus à s'employer de façon rentable (en rapportant une masse de profit suffisante)³. Contre cette suraccumulation, le seul moyen efficace est la dévalorisation d'une partie du capital social, obtenue en général par les faillites, des liquidations, des rachats à bas prix d'entreprises, c'est-à-dire par le processus même de la crise qui élimine, comme on dirait aujourd'hui, les canards boiteux. Les économistes du P.C.F., P. BOCARA entre autres, vont bien au-delà de ces affirmations. Pour eux, la baisse tendancielle du taux de profit traduit une décadence sans cesse aggravée, linéaire, du capitalisme, c'est-à-dire une décadence plus forte que les hauts et les bas de la conjoncture conduisant à des difficultés de valorisation de plus en plus insurmontables à mesure que passent les années. Le capitalisme arriverait ainsi à des limites absolues de développement si l'Etat au service des monopoles ne prenait en charge, de façon permanente, la dévalorisation d'une partie du capital social en le transformant en capital d'Etat susceptible de transférer une partie de la plus-value qu'il produit au secteur privé et plus précisément au secteur monopolistique. A cette intervention, il faut ajouter la prise en charge par l'Etat d'une grande partie des dépenses de recherche et de développement ainsi que les subventions qu'il verse à toute une série de grandes firmes. La régulation de l'éco-

3. Or, ce qui revient au même, se manifeste par le sous-emploi des capacités existantes.

nomie par l'Etat capitaliste ressemble donc à une vaste entreprise de pillage où l'on prend ce que produisent les uns pour donner aux autres, par-dessus la tête des lois habituelles de l'économie. L'Etat en ce sens est bien un Etat au service des monopoles, mais, tendanciellement, il échappe déjà à la logique du profit capitaliste, c'est-à-dire à la loi de la valeur, puisque son activité contrecarre les effets de la valorisation capitaliste — élévation de la composition organique du capital, baisse tendancielle du taux de profit. Il n'est pas étonnant, alors, que des nationalisations soigneusement sélectionnées (les fameux « secteurs clés ») puissent être considérées comme des moyens privilégiés de modifier les conditions de la gestion économique, étant donné qu'elles sapent à la base les monopoles les plus assoiffés de profit et qu'elles étendent encore les possibilités d'intervention étatique au-delà des contraintes de la valorisation capitaliste, tout au moins si l'on suit ce mode de raisonnement. Les théoriciens du P.C.F. ne négligent évidemment pas les résistances que peuvent opposer les représentants bureaucratiques du grand capital, mais ils en minimisent la portée et la profondeur. Les petits et les moyens patrons — le capital non monopoliste — n'ont-ils pas intérêt à mettre fin au pillage dont ils sont victimes de la part des monopoles et de leurs complices au niveau de l'Etat ? Le reste — la transformation pacifique du capitalisme en socialisme sous le simple effet des pressions démocratiques des masses — découle tout à fait logiquement de ces prémisses.

En réalité, la faiblesse véritable de cette théorisation est la faiblesse de toutes les théories mécanistes sur le capitalisme contemporain qui ramènent la dynamique de l'accumulation au jeu de quelques facteurs et expliquent ses difficultés sans tenir compte de tous les niveaux d'analyse — processus de production, processus de circulation, processus d'ensemble de la production — ni, bien entendu, de leur interaction. Quand P. Boccara et ses co-auteurs du Traité d'économie marxiste parlent de la baisse tendancielle du taux de profit, ils oublient qu'elle ne peut être saisie en faisant abstraction des mouvements cycliques de l'économie, des rapports de forces entre classes qui influent sur le taux de plus-value et aussi des rapports qui se nouent entre la production matérielle (production de valeurs d'usage) et le processus de valorisation. En d'autres termes, on peut leur reprocher d'admettre implicitement que la tendance à la baisse est une sorte de destin qui s'impose sur le long terme, indépendamment de la

lutte des classes, comme la rançon du progrès technique et du progrès économique. Le fameux thème de Marx sur la contradiction croissante entre les rapports de production et la socialisation des forces productives se retrouve ainsi interprété selon une clé « économiste » : la croissance de l'accumulation mine de plus en plus le capitalisme qui, pour survivre, doit recourir de plus en plus à des méthodes qui sont sa propre négation. Tout se passe pour les théoriciens du P.C.F. comme si le capitalisme allait insensiblement et lentement à sa perte et comme si la reproduction sociale (la reproduction des rapports de production) se faisait de plus en plus mal. Dans un passage très significatif, les auteurs du traité déjà cité écrivent : « Sur le plan des rapports économiques, par sa tendance à éliminer le travail vivant, le capitalisme ne cesse de mettre en contradiction la reproduction de la force de travail des travailleurs et celles de leurs instruments de travail ; les intérêts profonds des travailleurs sont ainsi totalement inconciliables avec ce système économique et social dans son ensemble. C'est pourquoi la lutte des travailleurs contre l'exploitation capitaliste ne peut que se développer. » Sous une forme sophistiquée, c'est la vieille thèse antidialectique de la crise générale du capitalisme, illustrée il y a déjà longtemps par des économistes stalinien comme Varga, qui réapparaît. On ne se préoccupe plus de cerner les mouvements contradictoires de l'accumulation du capital, les alternances de prospérité et de crise au cours desquelles le capital produit et reproduit sans cesse ses propres limites tout en les dépassant momentanément. Autrement dit, l'analyse reste abstraite, c'est-à-dire ne recherche plus les multiples déterminations du capital et leur déploiement dans le temps, elle s'arrange avec une énumération des contradictions et les relie au moyen de postulats sur l'aggravation desdites contradictions. Pour ces raisons, elle est incapable de comprendre que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit n'est pas à séparer de la loi du mouvement du capitalisme, de ses phases à long et à court terme. Si les auteurs du traité avaient adopté cette méthode, ils se seraient rendu compte que, dans la longue phase de prospérité du monde occidental après la Seconde Guerre mondiale, les taux de profit ne baissaient que très temporairement au cours de récessions courtes (et peu marquées dans beaucoup de pays),

4. Ibid., p. 103.

pour se rétablir ensuite à des niveaux élevés. Par contre, la nouvelle phase de l'histoire du capitalisme qui s'est ouverte depuis 1972 se caractérise par une baisse assez générale des taux de profit et semble devoir connaître des crises économiques plus longues et plus dures. A l'origine de cette prospérité d'hier — comme des graves difficultés d'aujourd'hui —, il y a bien sûr le jeu complexe des déterminants du taux de profit, mais plus particulièrement les variations du taux d'exploitation, ce qui renvoie à la lutte des classes et à l'évolution des rapports de forces sur le marché mondial. Le capitalisme a été prospère pendant plus de vingt ans parce que, à la faveur du fascisme, du nazisme et de la guerre mondiale, il a imposé à la classe ouvrière un niveau très élevé d'exploitation (dans beaucoup de pays les salaires réels n'ont atteint leur niveau de 1929 qu'au cours des années cinquante) et parce que, grâce à l'hégémonie américaine dans la seconde moitié des années quarante, il a fait sauter toute une série de barrières qui tronçonnaient le marché mondial. Au lieu d'étudier ce type de phénomènes, les auteurs du traité n'ont fait qu'hypostasier le rôle de l'Etat en le transformant en une sorte de « deus ex machina », en surestimant le poids du financement public, entre autres. On peut s'étonner par exemple qu'ils ne se soient pas interrogés un peu plus sur la signification et la portée de la prise en charge par l'Etat d'un certain nombre de secteurs économiques (infrastructure, énergie, etc.). Peut-on affirmer qu'il s'agit d'un moyen privilégié de lutter contre la baisse du taux de profit ? Certainement pas. Sans doute, cette croissance du secteur d'Etat peut-elle apporter des avantages au secteur monopolistique, mais, en faisant produire une partie du capital social (le capital d'Etat) avec peu ou pas de profit, elle ne fait qu'opérer des transferts de plus-value, ce qui ne change rien à la masse totale du profit confrontée au capital social. Pour que le secteur d'Etat soit vraiment ce moyen efficace de faire du profit pour les capitalistes, il faudrait imaginer que le taux d'exploitation y soit deux ou trois fois plus fort qu'ailleurs, ce qui est tout à fait absurde. En ce qui concerne le financement public d'une partie des dépenses du secteur privé, il faut faire observer que là encore il s'agit d'une redistribution de la plus-value au profit d'une partie monopolistique de l'économie, redistribution qui rencontre très vite ses limites. Il n'est pas pensable en effet que l'Etat prélève la quasi-totalité de la plus-value produite dans le secteur non monopolistique. S'il le faisait, il introduirait

des facteurs de crise très graves dans l'économie (arrêt de l'accumulation dans toute une série de branches). En réalité, l'intervention de l'Etat est décisive depuis longtemps, mais c'est surtout pour assurer la continuité de l'extraction de la plus-value.

Il est vrai qu'à l'intérieur du mouvement communiste officiel en France se présente un courant théorique, l'école althussérienne, qui a l'ambition de fournir des orientations théoriques tout à fait différentes. Si l'on se rapporte par exemple au livre récent d'Etienne Balibar *Cinq études du matérialisme historique*⁵, on y trouve des critiques fort pertinentes des thèses qui découvrent dans le marxisme une économie politique, concurrente de l'économie politique bourgeoise (classique ou post-classique), et non une critique de l'économie politique comme critique des théories économiques ou comme critique de la réalité sociale qui produit ces théories. Balibar relève en particulier que la prétention à construire une théorie positive du fonctionnement du système capitaliste — et donc une thérapeutique à ses vices de fonctionnement — occulte fondamentalement la conception marxienne du rapport capital-travail comme procès consubstantiellement marqué par la lutte des classes. La plus-value, dans ce cadre, n'apparaît pas comme une forme originaire du profit, mais, plus exactement, comme un rapport social antagonique impliquant une lutte incessante du capital contre le travail pour extraire du travail non payé. Il n'y a donc pas une évolution en soi de l'économie, une marche autonome des catégories économiques, mais des développements rythmés par les affrontements de classes. De façon significative, E. Balibar, contrairement aux auteurs du *Traité d'économie marxiste*, s'intéresse d'assez près aux cycles économiques, c'est-à-dire aux contradictions qui se développent à travers l'accumulation du capital, mais il ne suit pas cette voie jusqu'au bout. Il met certes en garde contre ceux qui font de la lutte des classes un principe simple d'explication et subjectivisent ainsi les rapports de production (les réduisant en pratique à une sorte de cristallisation de rapports de forces entre les classes), mais il s'occupe très peu des métamorphoses du capital (changements dans la composition organique, vitesse de rotation, circulation du capital-argent) et des effets qu'elles ont sur la lutte des classes — ce qui veut dire qu'il n'explicite pas son intuition. Chez lui, comme chez la plupart des al-

5. Editions Maspéro, Paris, 1974.

thussériens, c'est la lutte politique — par opposition à la lutte économique défensive — qui vient jouer le rôle d'élément de subversion des rapports de production, en tant qu'elle transcende précisément les conditionnements venant de la production de capital. Tout cela n'est apparemment pas contestable, mais les difficultés commencent lorsqu'il s'agit de déterminer l'articulation entre lutte économique et lutte politique et de comprendre comment l'une vient se greffer sur l'autre. L'interrogation est d'autant plus justifiée que Balibar ou N. Poulantzas⁶ admettent que l'Etat et la politique font partie de la structuration des rapports de classes (donc ont des incidences d'une façon ou d'autre sur la lutte économique). C'est à ce niveau que la solution abstraite des instances (économique, juridico-politique, idéologique), supposées s'influencer les unes les autres dans le cadre de la dominance de l'une d'entre elles, se révèle désastreuse. Quand on consulte les ouvrages des tenants de l'école althussérienne, on ne trouve aucune justification précise pour cette distinction en trois instances, si ce n'est des considérations très générales, assorties de constatations assez platement empiriques. Althusser décrète que l'idéologie comme l'inconscient est éternelle (comme si l'on devait à ce niveau faire un parallélisme absolu), ses disciples se contentent, eux, la plupart du temps, de délimiter la politique, l'économie et l'idéologie en fonction des divisions qui apparaissent dans la vie courante de la société capitaliste. On serait tenté de conclure que, pour eux, il y a des pratiques économiques, politiques et idéologiques parce qu'il en a toujours été ainsi et qu'il en sera toujours ainsi. Les hommes ne doivent-ils pas en tout état de cause produire, s'organiser et penser leurs propres pratiques ? Cette sagesse digne de tous les poncifs de la sociologie académique fait bon marché des analyses de Marx sur la base et sur la superstructure. Sans doute ces dernières ont-elles un caractère largement métaphorique, mais on ne peut ignorer — sous peine d'être victime de beaucoup de confusions — que Marx a voulu par là montrer qu'une relation spécifique s'établit entre un niveau autonomisé de la pratique — la production de biens matériels devenue production de capital et de plus-value — et les autres aspects de la pratique sociale, séparés du premier par cette opération même d'autonomisation. L'économique n'est donc

pas une manifestation transhistorique de la production et de la reproduction de la vie — marquées suivant les époques par des traits plus ou moins contingents —, mais une structure propre à la société capitaliste (d'où la difficulté à la retrouver telle quelle dans les sociétés antérieures) qui trouve son complément et son redoublement dans des niveaux eux aussi autonomisés par contrecoup : le politico-juridique et l'idéologique. Autrement dit, comme Marx l'a fait observer, les rapports sociaux de production prennent une consistance indépendante de ceux qui en constituent la matière première ou le terrain nourricier (les hommes), ce qui fait que la société n'est pas une combinaison d'individus, mais un assemblage de rapports sociaux surimposés aux agents de la production sociale, à leurs interactions et à leurs intentions. Le politique, dans cette optique, ne peut être conçu autrement que comme une sphère de l'organisation sociale surimposée aux rapports sociaux de production qui sont ses présupposés et ses limites à la fois. L'idéologie, pour sa part, ne peut être conçue simplement comme une fausse conscience (ou conscience inadéquate aux rapports sociaux), encore moins comme un ensemble de conceptions biaisées directement par les intérêts de classe, mais comme la réflexion au niveau collectif des volitions, des orientations des individus et des groupes et comme la résultante des limites fixées à l'horizon des pratiques individuelles et de groupe (fétichisme de la marchandise, etc.). Dans ce cadre — celui de l'analyse de la société capitaliste et de ses contradictions —, le rapport Etat-économie n'est pas à comprendre comme un rapport de deux entités distinctes, mais comme une articulation spécifique de deux modalités des pratiques sociales (la spécificité de l'articulation étant ici constitutive de ces deux modalités de la réalité sociale). Or, sur ce point, les analyses des althussériens sont particulièrement défailtantes. Ils refusent bien les séquelles de l'hégélianisme — saisir l'Etat comme la rationalité sociale s'élevant au-dessus des besoins atomisés —, mais ils n'arrivent pas à cerner le rôle particulier de l'Etat, dans la mesure où ils fétichisent les instances et où ils élaborent dans l'abstrait sur l'économique, le politique et l'idéologique. Quand Nicos Poulantzas étudie les fonctions de l'Etat capitaliste, il parle de son rôle de facteur de cohésion de la formation sociale, de son rôle d'organisateur de la classe dominante et, bien sûr, de ses fonctions d'atomisation de la classe dominée, sans s'apercevoir qu'à quelques variantes près ce qu'il dit s'applique à des formations

6. Voir son livre *Pouvoir politique et Classes sociales*, Maspero, Paris, 1968.

aussi différentes que l'Etat chinois d'avant la colonisation ou l'empire des Incas. La véritable question ne peut ainsi apparaître, celle, décisive, des modalités particulières de la domination et de la subordination sous le capitalisme, et il s'ensuit que le recours à l'empirisme devient obligatoire pour traiter des problèmes de la marche actuelle de l'Etat. Nicos Poulantzas, par exemple, s'étend beaucoup sur l'intervention économique de l'Etat, soulignant l'extension de son activité dans la reproduction élargie du capital, mais, pas plus que les théoriciens les plus officiels du P.C.F., il n'apporte une véritable théorisation, même s'il fait beaucoup de constatations pertinentes. L'Etat d'aujourd'hui est pour lui un Etat interventionniste en matière économique, sans qu'il nous montre vraiment ce qui renvoie aux mouvements profonds de l'accumulation du capital et de la lutte des classes. Quoiqu'il en ait, il ne permet pas de réfuter les arguments ou les conceptions de ceux qui font de l'interventionnisme étatique un moyen de conjurer les contradictions sociales. En outre, comme Althusser lui-même dans son article de 1970 « Idéologie et Appareils idéologiques d'Etat »⁷, il tend à majorer aussi le rôle de l'idéologie sous la forme des appareils idéologiques (école, mass media Eglises, syndicats, etc.). L'inculcation de l'idéologie dominante, sa « matérialisation » au moyen de l'activité d'appareils divers, lui paraît expliquer l'évolution des idées actuelles, un peu comme si l'instance inconsciente de l'idéologie trouvait son incarnation adéquate dans les pratiques sociales sans avoir à passer par les contingences des mouvements économiques et des luttes sociales qui les accompagnent. Sans doute, Nicos Poulantzas, dans son dernier ouvrage *Les Classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*⁸, fait-il référence au rôle déterminant de la lutte des classes dans la reproduction sociale, mais ce recours en dernière instance reste abstrait, puisque la lutte des classes n'est pas elle-même présentée dans ses diverses manifestations aux niveaux économique, politique, idéologique et dans l'interdépendance de leurs processus. La constatation banale que l'Etat joue un rôle très important en politique, dans l'économie, l'idéologie serait-elle le dernier mot du marxisme ? On est malheureusement tenté de le conclure si l'on ne va pas plus loin.

7. Cf. *La Pensée*, n° 151.

8. Seuil, Paris, 1974.

En réalité, il ne s'agit pas du dernier mot de la théorie marxiste de l'Etat. Depuis quelques années, après 1968 et surtout en Allemagne, des chercheurs ont essayé de redonner sa vigueur critique à la théorie marxiste de l'Etat en reliant la reconstruction conceptuelle de l'Etat au mouvement du capital en général, c'est-à-dire aux déterminations multiples de l'accumulation s'imposant comme le cadre de la socialisation des individus et des groupes⁹. Leur première préoccupation est donc de montrer que les déterminations de l'Etat ne sont pas extérieures à l'économie, ou plus exactement qu'elles ne viennent pas se surajouter à une économie autosuffisante. A partir des analyses de Marx sur la valeur, ils s'efforcent par conséquent de démontrer que le dédoublement de la société en société et en Etat trouve son origine dans les phénomènes de dédoublement de la marchandise en marchandise et en argent. Cette affirmation peut paraître particulièrement obscure, mais elle s'éclaire si l'on veut bien se rappeler que le mouvement des formes sociales (autonomes par rapport aux individus) se présente comme un ensemble de processus contradictoires qui ont besoin de trouver des éléments au moins provisoires de résolution pour continuer leur marche cahotique.

A travers ces formes, marchandise et argent par exemple, qui prennent l'apparence de choses sensibles et suprassensibles à la fois, se manifeste l'arrangement objectif des rapports sociaux par-dessus la tête des individus. La marchandise, forme valeur des produits du travail, se donne pour une chose qui porte en elle-même sa valeur (bien au-delà de son utilité) et qui, en tant que telle, entre en relation avec d'autres choses semblables. La circulation des marchandises, remarque Marx, apparaît comme un ensemble de rapports sociaux entre les choses, dont les individus ne sont plus que les porteurs ou les supports. Toutes les opérations sociales qui aboutissent à l'échange des marchandises semblent ainsi se résumer à des rapports entre des équivalents, et, il faut le noter, des équivalents qui sont des choses dépouillées ou abstraites de leurs

9. On peut se reporter au livre de Helmut REICHEL, *Zur logischen Struktur des Kapitalbegriffs bei Marx*, Frankfurt/Main, 1970, et aux articles parus dans *Probleme des Klassenkampfes*, Erlangen :

— Sibylle von FLATOW, Freeck HUISKEN, « Zum Problem der Ableitung des bürgerlichen Staates », n° 7, mai 1973, p. 83 et 153 ;

— B. BLANKE, U. JÜRGENS, H. KASTENDIEK, « Zur neueren marxistischen Diskussion über die Analyse von Form und Funktion des bürgerlichen Staates », n° 14-15, juin-juillet 1974, p. 51 et 104.

qualités naturelles (pourtant base ou condition première de l'échange). Il y a là une contradiction — la valeur d'échange d'une marchandise ou « chose » s'exprime dans la valeur d'usage d'une autre, dans une série infinie d'équations — qui ne peut être provisoirement résolue que grâce à une marchandise équivalent général : l'argent ou la monnaie. Mais cet équivalent général n'est pas qu'un signe ou une mesure de valeur : en tant que moyen de paiement, il a une existence indépendante face à la circulation des marchandises, au point que ces dernières peuvent ne plus être que le reflet de cette incarnation des richesses. L'argent ou la monnaie, comme le constate Marx dans les Grundrisse, devient le lien social par excellence, ce qui fait toucher du doigt le fait que l'organisation sociale ne peut être que l'organisation de rapports entre valeurs et porteurs de valeurs. Sur le plan conceptuel, on peut donc saisir l'étroite relation entre la circulation des marchandises et de l'argent, d'une part, la constitution des rapports juridiques, de l'autre. Les individus — supports des échanges de marchandises et de valeurs pour qui la relation sociale n'est qu'un moyen — ont besoin d'une régulation externe de leurs échanges. On pourrait même dire qu'au-delà des individus-sujets égaux les marchandises et l'argent ont besoin de voir leur circulation sanctionnée tant par des règles de portée universelle que par des institutions. L'Etat, à ce niveau, apparaît comme le complément de la circulation des valeurs et des marchandises et comme le garant de relations atomisées et égalitaires, par elles-mêmes incapables de se discipliner.

Mais cette détermination du juridico-politique par la circulation des valeurs n'est qu'un aspect du problème, puisque la circulation renvoie elle-même au processus de production. Si l'on reprend l'examen de l'argent, on s'aperçoit que sa fonction de moyen de paiement ne s'éclaire véritablement que si l'on fait référence à sa métamorphose en capital-argent, c'est-à-dire au moyen d'accumulation permettant d'acquérir la partie constante et la partie variable du capital industriel. La circulation argent-marchandise-argent (A-M-A') ne s'explique en effet que grâce à l'appropriation par le capital de la force de travail (et de sa valeur d'usage spécifique), c'est-à-dire grâce à la transformation de l'activité de production (de la majorité des travailleurs) en travail abstrait porteur de valeurs (la forme valeur du travail). L'Etat, à ce deuxième niveau, se constitue comme le garant de la libre vente de

la force de travail et, surtout, comme le garant de son utilisation dans le processus de formation de la valeur, en vue de l'accumulation du capital (travail mort). Les ouvriers doivent avoir le droit de vendre leur force de travail interchangeable pour que les capitalistes puissent monopoliser les moyens de production et faire fructifier le capital dans les conditions de la concurrence. La première détermination — l'Etat comme organisateur de la liberté et de l'égalité des possesseurs de marchandises — se révèle ainsi comme l'expression dérivée, à la superficie des mouvements sociaux et économiques, de la seconde — l'Etat comme instrument de coercition et de discipline de la force de travail. Pour autant, elle n'en est pas moins réelle, surtout si l'on considère qu'elle occulte objectivement — fétichise — le mouvement de constitution du juridique et du politique aux yeux d'individus atomisés et séparés les uns des autres (si l'on fait abstraction du processus d'organisation de la classe ouvrière). L'Etat se constitue indépendamment des individus et des groupes en un ensemble de forces sociales autonomes parce que l'activité des uns et des autres n'est sociale qu'indirectement, parce que l'interdépendance sans cesse croissante du processus matériel de production (procès des travaux concrets aboutissant à des valeurs d'usage) ne peut se frayer un chemin qu'à travers la concurrence des capitaux et l'exploitation de la force de travail.

Cette analyse conceptuelle permet déjà de saisir tout ce qu'a de simplificateur la présentation de l'Etat comme un instrument manipulable à volonté par la classe dominante. Il faudrait présupposer en effet que les capitalistes ont d'emblée une volonté de classe, qu'ils ne sont pas eux-mêmes déterminés par les mouvements de l'accumulation, du taux de profit et de la résistance ouvrière à l'exploitation, et qu'en outre les relations de concurrence qu'ils entretiennent entre eux ne sont pas un obstacle majeur à l'expression explicite de leurs intérêts de classe. En réalité, en tant que classe ils ont besoin de l'Etat pour s'affirmer, pour donner toute sa portée au rapport social d'exploitation. L'Etat capitaliste est bien leur Etat, mais ils ne sont pas eux-mêmes immédiatement et en toutes circonstances l'Etat : ils doivent avoir des fondés de pouvoir spécialisés dans la Raison d'Etat (la haute bureaucratie). Pour la bourgeoisie, le droit et l'Etat sont des réalités objectives dont il ne peut pas plus se passer que de plus-value. Mais cette objectivité des formes étatiques et politiques n'est pas neutre par rapport à la

lutte des classes, même si des capitalistes pris individuellement peuvent parfois être durement touchés par la force étatique. Les institutions, sous peine de se nier elles-mêmes et ceux qui les portent, ne peuvent favoriser la véritable socialisation des administrés, c'est-à-dire leur permettre de s'organiser et de s'associer librement. Autrement dit, les formes étatiques sont indissolublement liées à l'atomisation et à la concurrence des individus, au relatif amorphisme et à l'impuissance des groupes. Il faut noter aussi que, plus profondément, les institutions juridiques et étatiques ne sont pas indépendantes de la division sociale du travail et, plus précisément, de la réduction de la majorité des travailleurs à l'état de fournisseurs de force de travail, car c'est sur cette base que sont créés les administrés par excellence, ceux qui, soumis à l'organisation capitaliste du travail, sont particulièrement faits pour être mis sous tutelle. Pour tous les membres de la société capitaliste, l'Etat est une puissance extérieure, étrangère à leurs préoccupations les plus immédiates, mais les différentes classes n'ont pas avec lui le même rapport. Les capitalistes attendent de lui qu'il assure contre l'arbitraire individuel la régularité et la continuité de l'ordre économique : ils ont en ce sens un rapport privilégié aux institutions. La classe ouvrière et, plus généralement, les vendeurs de force de travail n'attendent au contraire rien de particulièrement positif du droit et de l'Etat : ils savent qu'ils sont là pour les maintenir à leur place. Tout au plus peuvent-ils espérer que l'Etat leur permettra — au besoin contre les capitalistes les plus âpres au gain — de reproduire dans des conditions à peu près acceptables cette force de travail qui est leur seule véritable possession. Ce qu'il faut évidemment bien comprendre, c'est que cette force des formes politiques et juridiques sur les esprits — leur caractère apparemment indépassable — repose moins sur des mécanismes d'inculcation idéologique (par le biais d'appareils idéologiques d'Etat ou A.I.E., selon Althusser) que sur le jeu complémentaire des différentes modalités du fétichisme. Fétichisme de la marchandise qui fait prendre des rapports sociaux (et les opérations qui les accompagnent) pour des rapports entre les choses, fétichisme de l'organisation et de la « chose » politique qui fait prendre un système de domination impersonnel et basé sur les dépendances objectives de l'économie pour une manifestation des impératifs fonctionnels — ordre-organisation-répartition de l'autorité — propre à toute société. Les développements

des idéologies politiques s'insèrent eux-mêmes dans ce cadre, ils ne sont pas au premier chef utilitaires, c'est-à-dire destinés à tromper ou à mystifier. A ce sujet, on peut observer que les mécanismes de formation de l'opinion, de création politique présentent bien des analogies avec la production et la circulation de la monnaie, dans la mesure où les idées ou stéréotypes politiques sont produits et échangés en fonction de la contribution qu'ils apportent à la régularisation et à la stabilisation des rapports entre les classes et l'Etat. Des groupes ou des fractions de classes se reconnaissent dans des idéologies ou des courants politiques, ils y voient une valeur sûre, parce que ces courants les aident à comprendre et à défendre la position qu'ils occupent dans la division sociale du travail. On est en fait très loin du schéma idéal de la représentation politique propre aux défenseurs de la démocratie bourgeoise, où les individus-citoyens sont censés faire abstraction de leurs particularités pour ne plus songer qu'à « l'intérêt général », puisque les confrontations en question sont aveugles et que leurs résultats — nouveaux équilibres politiques, mettant fin à des déséquilibres intolérables — s'intègrent dans une reproduction sociale dépassant les projets ou les stratégies des individus et même des classes (sauf lorsque la classe ouvrière est sur la voie de son auto-organisation révolutionnaire). Ces considérations sont très importantes parce qu'elles permettent de saisir que la bureaucratie, en tant que catégorie sociale liée à l'ordre étatique bourgeois, n'a qu'un champ d'action limité et qu'on ne peut lui demander d'agir à l'encontre des lois fondamentales de la valorisation et de l'accumulation, pas plus qu'à l'encontre des relations les plus essentielles entre les classes et l'Etat. La bureaucratie encore moins que les classes ne domine le jeu social auquel elle participe.

Si l'on revient maintenant, après cette reconstruction de la démarche de Marx, au problème de l'intervention économique de l'Etat posé au début, il est possible d'écartier toute une série d'erreurs ou d'impasses, dont la plus commune est de croire que l'Etat joue un rôle dans l'accumulation du capital en contrevenant à la loi de la valeur. Dans ce domaine, l'accroissement indéniable de l'intervention des Etats occidentaux depuis la Première Guerre mondiale et surtout depuis la crise économique de 1929 est pris faussement pour un changement qualitatif. On s'appuie sur les nationalisations, sur la planification indicative ou programmation ou encore sur les dépenses d'armement

pour affirmer que la reproduction élargie du capital devient de plus en plus dépendante d'une activité autonome de l'Etat développée à partir de critères étrangers au profit¹⁰. C'est en réalité oublier que la plus-value globale dont peut disposer l'Etat n'est pas comparable à n'importe quel surplus social, qu'elle n'est ni produite ni utilisable n'importe comment, c'est-à-dire en dehors de rapports sociaux de production — la plus-value elle-même est plus qu'une quantité de produits non consommés, elle est avant tout production de relations sociales et reproduction de la séparation entre producteurs et conditions ou finalités de la production sociale. L'Etat ne peut donc prélever arbitrairement de la plus-value sans tenir compte des conditions générales de la reproduction sociale et de la dynamique de l'accumulation : il n'est pas l'agent de la transformation du capitalisme en économie « mixte », tout au plus peut-il donner des coups de pouce pour faciliter les mouvements dominants chez les capitalistes (transferts de plus-value limités, soutien sous certaines conditions de la demande dans certains secteurs économiques). Ni sur le plan structurel ni sur le plan conjoncturel, il ne maîtrise la concurrence monopolistique des capitaux (nationale et internationale). Bien au contraire, il doit se plier à ses conditions pour se maintenir en tant qu'appareil séparé susceptible de compenser a posteriori les déséquilibres les plus criants. Cela ne veut pas dire que l'Etat n'ait pas des fonctions nouvelles par rapport aux débuts du capitalisme. Plus encore que capitaliste de suppléance (pour les secteurs où la plus-value est la plus difficile à produire), il est devenu une véritable machine à produire et à standardiser le travail abstrait. Que l'on songe à son rôle dans l'établissement des grilles de qualification, des barèmes de salaires, des retraites, des assurances-chômage ; que l'on pense à son importance dans les conventions collectives, dans la codification des relations de travail et des mouvements de main-d'œuvre : l'Etat contemporain est bien ce Moloch au service du capital qui broie et malaxe la matière humaine, non cette Providence dont on veut faire chanter les mérites.

Les textes qu'on va lire ci-dessous ont l'immense avantage de mettre fin à toute sacralisation des formes étatiques et de fournir les premiers éléments d'une théorie de son intervention sur la plan économique. A ce titre, ils méritent beaucoup d'attention.

10. Sur tous ces problèmes, voir l'ouvrage d'Ernest MANDEL, *Der Spatkapitalismus*, Frankfurt/Main, 1972, à paraître en français en 1975 aux éditions du Seuil.